

Turquie, le retour des vieux démons

mercredi 30 mai 2007, par [Alain Bockel](#), [Ariane Bonzon](#)

On en croyait le temps révolu. Mais des bruits de bottes se font de nouveau entendre en Turquie. L'armée ne s'interdirait pas d'intervenir si elle jugeait que la situation le nécessite, faisait savoir un communiqué militaire en date du 27 avril. Un formidable déni à tous les efforts engagés depuis 1999 pour rapprocher la Turquie de l'Union européenne.

Bruxelles jouait alors le rôle de levier et de garde-fou vis-à-vis d'une Turquie qui voulait rompre avec ses vieux démons. Une sorte de consensus semblait apaiser le pays, comme si c'était désormais l'Union européenne, et non plus l'armée, qui veillait sur la paix civile, protégeant les républicains contre les dérives islamistes, comme aussi bien les religieux contre l'intervention militaire. Les partis « républicains » d'abord, puis le parti « islamique » au pouvoir depuis novembre 2002, commençaient à rejeter la tutelle militaire et à approfondir l'Etat de droit. Avec cet « e-coup » (le communiqué menaçant de l'Etat-major ayant été publié sur Internet), les européens et les europhiles turcs en sont pour leurs frais. Ils pourraient n'avoir plus grande prise sur ce qui se passe en Turquie. Les vieux démons sont de retour.

Car la menace de l'armée signifie que l'on revient sur le consensus. Le respect des grands principes « kémalistes » redevient l'impératif premier : la laïcité, mais aussi et surtout le nationalisme, un nationalisme identitaire et autoritaire, auxquels tout doit être subordonné. La phase d'apaisement est terminée, l'armée reprend son rôle de vigile.

S'il le fallait, le communiqué militaire enfonce le clou et reprend le fameux slogan kémaliste : « Ne mutlu Türküm diyene » (combien est heureux celui qui peut se dire turc), la phrase jouant sur le double sens de la nationalité qui unit et de la race qui exclut. C'est un nationalisme plus ethnique que celui qui a fondé la République turque, et beaucoup plus anti-occidental. Et les actes de violence qui ont ensanglanté le pays ces derniers mois, avec l'assassinat de l'éditeur d'origine arménienne Hrant Dink et le meurtre de chrétiens, ne sont rien d'autre que l'expression de la montée de ce sentiment nationaliste fort et intransigeant, parfois qualifié de « néo-nationalisme », sur lequel surfent les déclarations des militaires.

C'est donc que la « garantie européenne » a disparu, que l'on ne s'y fie plus. D'ailleurs cela est confirmé par l'effondrement des sentiments proeuropéens dans l'opinion publique. Les atermoiements de l'Union européenne et de ses principaux pays membres ont fini par décourager une attente qui fut très forte, et déjà se répand l'idée que la Turquie doit trouver son destin en elle-même.

La fin du rêve européen

Mais alors c'est le retour des extrémistes de tous bords : les « islamistes » d'un côté, les « néo-nationalistes » de l'autre, ainsi bien sûr que les partisans de l'autonomie kurde. Ces groupes se nourrissent de l'inquiétude et des méfiances de la population. Leur influence s'était affaiblie avec la grande aspiration populaire à l'entrée dans l'Union européenne, qui unissait la majorité, pour des motifs souvent très diversifiés. La dissipation progressive du « rêve européen » ramène les gens sur terre, et l'approche des élections législatives rappelle au Parti de la justice et du développement (AKP) qu'il se doit à son électorat conservateur et religieux, qu'il convient de remobiliser.

Le camp occidentalisé, quant à lui, voit ressurgir sa crainte d'un « agenda caché » des partis d'influence religieuse. Il n'a jamais vraiment cru en la sincérité démocratique de ces partis, dont les écarts de langage, il est vrai, pouvaient parfois prêter à équivoque, et son inquiétude croît. L'armée, ou plutôt son haut état-major, dégagée de sa retenue « européenne », s'en fait l'écho, et se met en garde. C'est sur ce

terreau que les mouvements extrémistes vont prospérer et tenter d'instrumentaliser sentiments, aspirations et inquiétudes.

L'élection du président de la République va être le révélateur de ces tensions. Les kémalistes n'ont pu admettre que le poste de président de la République passe au camp adverse. C'est en effet une sorte de verrou : l'élection d'Abdullah Gül, le candidat présenté par l'AKP, correspondait à abandonner l'Etat à ce parti que l'on présente comme un parti islamiste. Inimaginable pour ceux qui se considèrent comme les propriétaires légitimes de cet Etat.

Il fallait l'empêcher coûte que coûte. On s'y est employé, au prix de ce que d'aucuns appellent un coup d'Etat constitutionnel : l'armée a élevé la voix, la rue a été mobilisée, la Cour constitutionnelle a couvert la manœuvre. Ce fut peut-être nécessaire pour faire tomber une tension qui s'élevait dangereusement. Mais n'est-ce pas jouer à l'apprenti sorcier ? la Turquie s'engage dans un long processus électoral aux enjeux capitaux : les élections législatives anticipées à la fin juillet, sans doute doublées d'un référendum sur l'élection présidentielle qui verra s'affronter les deux camps ; enfin, logiquement, l'élection présidentielle au suffrage universel.

Si, comme l'annoncent certains sondages, l'AKP franchit victorieusement toutes ces étapes, sa victoire sera légitimée démocratiquement. Difficile de penser que ce processus inexorable de transfert légal du pouvoir entre les mains du parti AKP puisse se dérouler sans heurts. Mais cela se passera en Asie mineure, n'est-ce pas ?

Alain Bockel est professeur des universités d'Orléans et de Galatasaray (Istanbul).

Ariane Bonzon est journaliste à Arte.

Sources

Source : Le Monde, le 23-05-2007